

# SITUATION ECONOMIQUE EN TURQUIE PENDANT LA FONDATION ET L'ASCENSION DE LA PUISSANCE OTTOMANE (II).

(résumé).

par

*MUSTAFA AKDAĞ*

Dans un précédent article (Belleten 51, p. 497 et suiv.) nous avons exposé la vie économique en Turquie dans le cadre de l'Empire Ottoman jusqu'au début du XVII<sup>e</sup>. siècle. Nous nous proposons ici d'analyser la structure sociale issue de ces conditions.

La date de 1071, date de la victoire à Malazgirt des armées des Grands Seldjoukides établis jusqu'alors en Iran, marque l'entrée en scène définitive de la Société turque actuelle, du fait que cette victoire assura l'établissement des Turcs en Anatolie. De la sorte, les Grands Seljoukides établirent les bases de la Turquie; par ailleurs, les conditions géographiques favorables de la nouvelle patrie poussèrent les Turcs à abandonner rapidement la vie nomade de tribu pour devenir une nation évoluée et une société avancée possédant sa culture propre.

Nous voulons signaler par là qu' à partir de 1071 la société turque s'est constituée, avec ses propres caractères distinctifs. Les termes tels que "Empire seldjoukide d'Anatolie," ou "Empire Ottoman," ne correspondent qu'à des concepts politiques et concernent une seule et même société. Par ces deux termes nous devons donc comprendre, non pas deux Etats tout à fait différents l'un de l'autre, mais deux régimes consécutifs. Tel étant le fait historique, il conviendra d'étudier la structure sociale de la Turquie en commençant par la première période de fondation tombant sous les Seldjoukides, pour en poursuivre pas à pas ses développements ultérieurs. Mais le manque de connaissances dans le domaine historique constitue un

grand obstacle dans l'accomplissement de ce dessein. Nous sommes réduits à des conjectures étayées sur quelques signes épars.

Les principes islamiques se refusent à admettre, ainsi que nous le savons bien, l'existence de classes sociales en possession de privilèges juridiques. Le droit coutumier turc prend la même position dans cette question. Nous ne constaterons donc pas, dans l'analyse de la société turque, des classes établies possédant des privilèges juridiques, tels qu'on en voit dans les sociétés européennes. Il ne pourra être question que de classes existant de facto, du fait des fonctions économiques, religieuses, politiques et autres.

Nous avons déjà exposé qu'une économie citadine en mouvement régissait la vie sociale, ayant à sa tête des chefs (Cheikhs ou Akhis) influents ; que les corporations donnaient aux villes anatoliennes un caractère autonome du point de vue politique ; que la domination politique du régime seldjoukide sur les villes restait superficielle. Eu égard à cet aspect économique-politique de la société turque avant l'époque ottomane, nous pouvons admettre que "les gens de métier", composés d'industriels et de négociants, faisaient fortement sentir leur influence comme classe sociale, grâce à une vie économique mouvementée et une autonomie politique appréciable. Le mouvement des Akhis qui rassemblait, dans l'union morale d'une congrégation, industriels et négociants de chaque ville, constitue un fait très intéressant à cet égard. Ainsi, le caractère principal de l'Etat seldjoukide anatolien est représenté, non pas par l'organisation politique gravitant autour des sultans, mais par les milieux constitués autour des corporations placées sous la domination de personnes qui, à double titre d'hommes de métier et de chefs d'Akhis, tenaient les villes sous leur influence tant économique que religieuse. D'où il suit que, tandis que la société urbaine turque du Moyen-Âge représente le foyer de la prospérité de toute la société, le même élément a dû nécessairement jouer le rôle d'obstacle dans le développement du régime seldjoukide, dans le sens de la centralisation et des conquêtes.

La population rurale turque, qui ayant abandonné la vie nomade dès les premiers jours de l'occupation du pays, devint l'élément sédentaire producteur, se trouvait placée sous l'influence

économique des villes dont elle occupait les hinterlands ; elle était en outre placée sous la domination morale des mêmes centres, surtout à cause du mouvement des Akhis et des médressés. En tous cas les chefs subordonnés au sultan exerçaient aussi leur domination sur les villages, à titre de chefs de tribus, en se basant sur leur qualité d'aristocrates, et percevaient les impôts au nom dudit sultan.

L'importance de la bureaucratie seldjouke (chefs nobles et autres fonctionnaires) provenait sans doute des guerres qu'elle avait entreprises aux frontières. Le clergé ainsi que les chefs des congrégations (des ordres religieux), tout en constituant une classe sociale à part, se trouvaient néanmoins sous l'influence des corporations qui exerçaient, nous l'avons vu, leur domination sur la société citadine. Il existe des signes nous permettant d'inférer que les Akhis, expression de l'union morale des industriels et des commerçants, avaient gagné de l'influence auprès des sultans seldjoukides, de là on voit aussi que les corporations turques de cette époque donnaient leur sens et leur direction à toute la société en tant qu'organisation économique - sociale sans rivale.

Tandis qu'au XIII e. siècle, et surtout vers la fin, l'Anatolie souffrait d'une grande pénurie d'or et d'argent, les Mongols d'Iran mettaient fin au sultanat seldjoukide d'Anatolie et laissaient la Turquie sans gouvernement. Quoique les chefs seldjoukides aient formenté ça et là des séditions pour s'arracher la dignité royale, aucune activité ne se faisait sentir dans les nombreuses grandes villes anatoliennes, en vue de mettre fin à l'anarchie. Une pareille tentative n'eut lieu qu'à Eskişehir, qui était considérée alors comme un des coins le moins importants d'Anatolie. L'unité économique constituée d'une part par les artisans grecs installés dans les villes byzantines de la Marmara et de l'autre par les Turcs — leurs acheteurs, — habitant les plateaux, a facilité grandement le mouvement de conquête entrepris par les Turcs d'Eskişehir vers la mer Marmara. Ainsi que nous l'avons exposé précédemment, la gêne économique sévissant en Anatolie poussa les masses turques enrégimentées dans les armées ottomanes, à envahir rapidement les alentours de Byzance. Ce nouveau mouvement politique mit fin à l'anarchie connue sous le nom de régime des beys anatoliens, et modifia en outre de fond en comble la structure sociale existant



sous l'ancien régime seldjoukide. Le développement politique de l'Etat et les conquêtes considérables ayant assuré à la population turque d'Anatolie souffrant de gêne économique un espace susceptible de lui servir de base à la prospérité, les institutions politiques se développèrent rapidement, de telle sorte que cette population prit en mains la direction de l'élan vers le progrès social. Les corporations, de caractère autonome, perdirent alors peu à peu de leur influence et des personnalités d'Anatolie passèrent au service de la dynastie ottomane. Dans les villes, les Kadis nommés par le sultan ainsi que les gouverneurs (valis) supplantèrent les chefs des corporations artisanes, dans l'exercice d'une autorité sans contrôle. Grâce au rattachement des anciens vakoufs, et de celui des vakoufs nouvellement institués, directement à l'administration centrale de l'Etat, une masse importante de personnes touchant des émoulements de cette administration se trouva liée, dans une large mesure, aux centres urbains. En conséquence, une société au niveau intellectuel élevé, composée des familles de chefs, de clercs, et autres personnes éminentes, se constitua dans toutes les villes turques, parallèlement au développement de l'Etat turc; cette société exerçait sa domination sur la population urbaine grâce à sa fortune et son prestige social. Cette nouvelle couche appelée " eşraf „ constitue le support du régime centralisateur turc.

Sous le régime ottoman naquit une classe de fonctionnaires de l'Etat, détenant elle aussi de l'Etat l'autorité sur la population. Cette classe appelée " ehli örf „ et correspondant à peu près aux agents de police et aux gendarmes de notre époque, faisait sentir son influence même dans les villages. Sous ce régime qui clôtura le Moyen-Âge et inaugura les temps nouveaux dans l'Empire Ottoman, les chefs d'origine noble disparurent peu à peu pour faire place à des chefs d'un type nouveau de plus basse extraction, appartenant pour la plupart à la classe des esclaves. Les fonctionnaires qui assuraient le maintien des relations entre l'Etat et la population étaient pour la plupart personnellement liés aux chefs, mais ne constituaient pas moins une classe bien déterminée. Par contre, les chefs restaient dépourvus de prestige social et ne jouaient de rôle important qu'au service militaire. Les fonctionnaires qui semblaient liés à ces chefs mais qui néanmoins assu-

maient les fonctions d'autorités d'exécution, assuraient l'ordre et la sécurité parmi la population, et touchaient leurs émoulements des caisses de l'Etat ou bien des vilayets auxquels ils étaient rattachés; mais trouvant insuffisants ces paiements, ils prélevaient sur le peuple de l'argent et des vivres. Les notables (eşraf), qui avaient de grands intérêts dans les vakoufs et les fermes qu'ils possédaient dans les villages, entrèrent petit à petit en conflit avec les fonctionnaires, ce qui fut cause d'une crise de longue durée au XVI e. siècle.

La classe paysanne du temps du régime ottoman était, comparée à celle de l'époque seldjoukide, plus liée au centre gouvernemental, tant du point de vue économique que du point de vue administratif; elle était même différente, du point de vue juridique, de la population citadine et des fonctionnaires. Dans le droit administratif on lui a donné le nom de "raiyet,,", terme qui signifie que cette classe était tenue de payer les impôts et redevances non pas aux caisses de l'Etat, mais à la personne des fonctionnaires. Les formalités de citation des paysans aux tribunaux sont différentes de celles des autres couches de la population, et prètent beaucoup plus aux exactions. Les terres ne sont pas la propriété des villageois cultivateurs mais ceux-ci en ont l'usufruit. Le véritable propriétaire en est l'Etat. Toutefois, cet état de choses a été longtemps favorable aux intérêts de la population. Car cela empêchait la constitution d'une aristocratie terrienne. Le village turc ottoman, tel qu'il était jusque vers le milieu du XVI e, siècle, méritait, quant à sa structure économique-sociale, le qualificatif de "village évolué,,". Mais la crise économique qui commença de sévir dans l'Empire Ottoman, ne laissa pas de faire obstacle à la constitution du "village évolué,,". L'usure sous toutes ses formes pressurait le paysan. Les notables (eşraf) (qui correspondent à peu près à la classe bourgeoise d'Europe), se mirent à bâtir des fermes dans les villages, d'y élever des troupeaux de bêtes, et d'y faire de l'agriculture. Les gens d'armes du sultan, les chefs, vizirs, clercs et autres personnages officiels, concouraient à l'exploitation des fermes. Les fonctionnaires autorisés à percevoir des impôts au nom des chefs et des timariotes et ayant pris l'habitude de toucher de "l'argent de service,,", avaient multiplié de leur propre initiative le nombre des contribuables. Les clameurs poussées par les paysans engagèrent



l'Etat à prendre des mesures en vue de réprimer ces abus, mais ces efforts furent vains. Sur ces entrefaites, le régime des timars, qui constituait la garantie juridique et officielle de l'organisation économique-sociale du village commença à dégénérer. Le nombre de paysans qui, vu l'augmentation des difficultés de la vie rurale, émigraient dans les villes, allait toujours en grossissant. Surtout les jeunes gens, qui, pour gagner leur vie, s'en allaient tout seuls de leur village, menaçaient de déclencher une grave crise sociale. En effet les médressés grandirent, pour cette raison, démesurément, des masses de jeunes vagabonds commencèrent à pulluler dans les villes, des compagnies de brigands entrèrent en scène dans les campagnes. Pour faire face au manque de sécurité, d'une part, et de l'autre, pour briser la résistance des contribuables contre les impositions forcées, les fonctionnaires tâchaient de renforcer les cadres des compagnies de "sekbans", placées sous leurs ordres. Les jeunes gens qui s'entassaient dans les médressés, faute d'emploi auprès du gouvernement, faisaient montre d'un fléchissement moral, et se dispersaient en groupes dans les villages, où ils pressuraient les paysans, en leur soutirant de l'argent et des vivres. Le gouvernement ayant voulu sévir contre ceux-ci, il s'ensuivit une longue sédition d'étudiants de médressés. Les échauffourées entre les compagnies placées sous les ordres des fonctionnaires et celles constituées par les étudiants se prolongèrent jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Les compagnies de détresseurs formées, comme nous l'avons dit, de jeunes gens venus des villes et des villages, ne persistent pas aussi longtemps, car ces jeunes gens passèrent peu à peu aux compagnies des fonctionnaires. De la sorte, les vagabonds originaires des campagnes s'assablèrent en fin de compte sous les ordres des chefs et des grands dignitaires. Les "kapu ağa", des dignitaires se mirent à visiter les villages pour forcer les paysans à nourrir cette imposante masse de jeunes célibataires. Les notables (eşraf) dont nous avons dit qu'ils possédaient de grands intérêts dans les villages à cause des fermes ainsi que des terres vakoufs, joignirent, pour cette raison, leurs doléances à celles des plaignants roturiers. Les éléments qui, malgré les difficultés, trouvaient le moyen de continuer leurs activités économiques dans les campagnes, s'unirent aux notables, exposants de la classe élevée des

viles, pour faire face aux exactions des fonctionnaires et de leurs compagnies. Le gouvernement central prit toujours la défense des notables contre les fonctionnaires. Les fonctionnaires dont la grande majorité était constituée par les " kapu ağa „ des chefs et grand dignitaires, et les compagnies de " sekbans „ placées sous leurs ordres, commencèrent à faire fi des firmans des sultans, ce qui inaugura la révolte des "Celalis„. Comme conséquence du développement anormal de l'histoire économique et sociale de l'Empire Ottoman, dont nous avons relaté les diverses phases, il se produisit un grand bouleversement social, qui fera l'objet d'un troisième article.

---